L'INTERNATIONALE

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Feuille d'intervention du Groupe internationaliste ouvrier — Nouvelle série, été 2014

Travailleurs et travailleuses de la construction et du secteur public, postiers et postières, luttons tous et toutes ensemble pour gagner !

Les travailleurs et les travailleuses sont attaqué-es de toutes parts. Les négociations du secteur public se feront sous la menace d'un gel de salaire, la livraison à domicile du courrier sera abolie, détruisant 7000 emplois de postiers et postières, les services de garde feront face à encore plus de compressions, partout les fonds de pension seront charcutés, les ouvriers et les ouvrières de la construction négocieront la dégradation de leurs conditions de travail avec une loi spéciale sur la gorge.

Ces attaques nous tombent dessus en grande partie à cause de l'explosion de la bulle spéculative en 2008, dernier soubresaut de la crise généralisée dans laquelle le système capitaliste patauge depuis 1973. Ces attaques continueront et iront de pire en pis, à moins que les travailleurs et les travailleuses réussissent à s'organiser et à contre-attaquer.

Cependant, si nous voulons nous défendre efficacement, il faut connaître le champ de bataille et analyser le monde qui nous entoure. Il faut connaître les fondements de la société dans laquelle nous vivons et du système qui régit tous les aspects de notre vie, le capitalisme.



Ce qui nous unit

Il est d'abord bien important de comprendre ce qui nous rassemble, ce qu'ont en commun une infirmière, un menuisier-charpentier, un facteur ou une pompière. Ce qui nous unit est notre relation au travail. Nous sommes des salarié-es, nous produisons des biens et des services, des marchandises qui ont une certaine valeur et que notre employeur offre ou achète. Ces marchandises que nous produisons valent plus que ce qu'on nous paie. Par pure logique, si quelqu'un vous paie pour faire quelque chose, c'est que cela lui rapporte plus que de le faire lui-même. Nos employeurs reçoivent une plus-value, un profit, extrait de notre travail sans qu'il fasse quoi que ce soit. Par le fait même, nous sommes dépossédé-es de notre travail, nous sommes exploité-es.

En plus de cela, l'organisation du travail nous échappe. Nous subissons les décisions de nos patrons, qui essaient systématiquement d'extraire davantage de plus-value de notre travail. Que ce soit l'implantation du Lean (méthode Toyota) en santé, le temps simple le samedi dans la construction ou le laisser-aller dans la santé-sécurité dans tous les secteurs. Nous n'existons dans le système capitaliste que comme ceux et celles qui vendent leur force de travail. Refuser de la vendre signifie une vie de privations dans une société qui pourtant produit trop de marchandises inutiles tout en n'assurant pas les besoins essentiels, où l'on gaspille au possible pour faire "rouler l'économie" même si on doit rendre la planète invivable pour cela. Nous sommes la classe ouvrière, le prolétariat. Nous créons la richesse et ne contrôlons aucun des rouages de l'économie mais pourtant, quand elle se casse la gueule, c'est nous qui devons se serrer la ceinture. Ils et elles, les capitalistes, la classe exploiteuse qui fait du profit grâce à nous et contrôle presque chaque aspect de notre vie. C'est pour cela que nous devons lutter ensemble. En tant que prolétaires, nos intérêts sont irréconciliables avec ceux de la bourgeoisie. Elle voudra toujours nous faire travailler plus et gagner moins pour maintenir ses profits rongés par la crise, alors que nous, nous voudrons toujours vivre mieux.

Comment combattre?

Si nous voulons défendre nos intérêts en tant que classe, nous devons nous doter d'appareils capables de le faire. Certaines personnes diront que ces appareils sont les syndicats, mais malgré toute leur bonne volonté, nous devons leur dire qu'elles ont tort. Déjà, les syndicats passent plus de temps à se marauder qu'à organiser la lutte pour nos conditions de travail. Ils nous organisent métier par métier, secteur par secteur, c'est-à-dire qu'ils nous divisent. Chaque syndicat est de facto en compétition l'un contre l'autre pour un marché de cotisant-es. Le cadre de lutte et les méthodes qu'ils nous proposent nous mènent à la défaite. Ils sont là pour négocier notre exploitation, pas pour la confronter ou tenter de l'abolir.

Nous devons nous donner nos propres structures, des comités de grève autonomes, des assemblées générales interprofessionnelles. Il faut faire grève tous et toutes ensemble, manifester ensemble; se coordonner avec nos propres structures à grande échelle. Nos délégué-es doivent être élu-es et révocables en tout temps, nous devons construire l'unité avec les autres couches de la classe ouvrière dès maintenant.

Pas de lutte à moitié

Il faudra cependant beaucoup plus si nous voulons vaincre. Les lois spéciales sont déjà préparées pour nous écraser et il faudra les défier. Le droit de grève que les capitalistes nous accordent est une farce, leur État nous le retire dès qu'ils sont vraiment menacés. Il faudra prendre le chemin de l'illégalité, voter la grève à main levée pour encourager la foule à défier les lois. Il faudra abandonner toutes illusions pacifiste et légaliste. Ils n'hésiteront pas à envoyer la police nous matraquer si nous désobéissons aux lois spéciales. Est-ce que les policiers qui ont manifesté avec les cols bleus et les pompiers seront encore là quand on leur donnera l'ordre de défoncer les lignes de piquetage à coup de matraque, de grenades et de poivre de

cayenne ? Demandez-le aux travailleurs et aux travailleuses d'AVEOS comment la police réagit, elle foncera dans le tas. En 2012, les étudiants et les étudiantes ont pu faire le même constat.

Il n'y a pas d'autres voies que d'affronter les forces répressives de l'État capitaliste. Environ 50 travailleurs et travailleuses de la construction meurent chaque année à cause du système de profit. Des milliers de nos collègues subissent des épuisements professionnels. Nous nous faisons imposer des réductions de salaire, des congédiements, la privation du droit de grève et de manifestation quand nous protestons. La classe exploiteuse a frappé la première, ripostons !

Ce ne sera pas assez

Même si tous les secteurs du prolétariat subissant l'austérité devaient s'unir, s'organiser de façon autonome, se débarrasser des illusions légalistes et pacifistes et repousser les attaques lancées contre eux, cela ne suffirait pas. Le système capitaliste serait toujours en crise, et aucune réforme fiscale «progressiste» n'y changera rien. Tant que ce système perdure, notre vie ne peut qu'empirer. Si nous ne voulons plus voir nos augmentations de salaires grugées par l'inflation, nos services publics démantelés, nos existences mêmes, méprisées, nous devons détruire le capitalisme.

Si nous nous donnons l'objectif d'en finir avec ce système d'exploitation, il faut aussi se donner l'outil nécessaire pour le faire. Le capitalisme est un système mondial, l'instrument de sa destruction sera donc mondial lui aussi, c'est-à-dire un parti politique international de la classe ouvrière, capable d'unir les travailleurs et les travailleuses à l'échelle planétaire. Seulement cet instrument nous permettra de préparer le renversement de l'ancien monde bourgeois et de réorganiser une société qui soit construite pour le bien de l'ensemble de l'humanité.

Maximilien

Lac-Mégantic et Soma, injures et blessures.

La tragédie de Lac-Mégantic, une petite municipalité ravagée, est bien connue au Québec mais aussi à travers le monde : 47 personnes innocentes y ont été incinérées par l'explosion d'un train rempli de pétrole. La suite est presque pire. On a eu droit à une



"mobilisation" nationale pathétique, où la compagnie Montréal Maine & Atlantic (MMA) s'en sort indemne, où aucune réelle modification des règles de sécurité ferroviaire ne sera mise en place et qui ne servira qu'à quelques chroniqueurs de droite décérébrés de vanter les mérites du pétrole... transporté par pipeline ! Rajoutons à cela l'obscénité ultime qui a vu trois travailleurs être accusés à la place de la compagnie MMA et être arrêtés comme s'ils étaient des parrains de la mafia ! Cela nous démontre une fois de plus que la justice de l'État capitaliste ne fait que protéger les riches et mettre les prolétaires en prison.

À Soma, en Turquie, les prémisses de l'accident sont semblables : pour quelques dollars de plus, une entreprise capitaliste réduit les normes de sécurité et inévitablement la catastrophe survient. Un accident de travail fait 301 morts dans une mine de charbon. Un carnage dont la plus jeune victime, poussée à descendre dans les mines suite aux compressions dans l'éducation, est un jeune adolescent de 15 ans.

La réaction du prolétariat turc sera cependant moins pathétique. Les grèves éclatent aux quatre coins du pays, les manifestations virent à l'émeute. Les p



rotestataires veulent voir les responsables (les patrons de la compagnie minière) jugés, exigent une amélioration des conditions de sécurité dans les mines et revendiquent une meilleure indemnisation des familles des travailleurs. Ce sera une victoire arrachée par la lutte. Un peu de justice cédée par la classe dominante de peur de perdre le reste de sa peau.

Des catastrophes du capital

Les cas de Soma et de Lac-Mégantic ne sont pas fortuits. Selon l'Organisation internationale du travail, environ 6,300 travailleuses et travailleurs meurent d'accidents de travail par jour, 317 millions de ces accidents, dont la majorité sont graves, se produisent chaque année. Des milliers de personnes meurent de faim alors que nous produisons de quoi nourrir 12 milliards d'individus. Le besoin d'augmenter les profits et donc de faire croître indéfiniment une économie sur une planète aux ressources fragiles, engendre catastrophes écologiques sur désastres climatiques. La survie même de l'espèce humaine est en jeu.

Nous ne réglerons pas ces problèmes au cas par cas, mais en s'attaquant à la racine du problème, au mode de production capitaliste lui-même. Le problème des accidents de travail ne sera réglé que lorsque la loi de la valeur sera abolie. La crise écologique ne pourra être réglée que lorsque la production sera planifiée rationnellement, en évitant les gaspillages, et que lorsque la concurrence impérialiste entre les États cessera.

Pour cela, il nous faudra abolir les États-nations, l'argent et le travail salarié; supprimer la distinction entre le travail domestique et productif, entre le politique et l'économique. Il faudra organiser le contrôle démocratique de la production, la socialisation des moyens de production et de l'économie domestique. Mais cela ne sera possible que seulement lorsque nous aurons aboli l'État pour le remplacer par nos assemblées et renverser le patronat pour le remplacer par nos comités d'entreprise. Nous n'éviterons les apocalypses du capital que par la lutte pour le communisme.

Maximilien

Publié par : le Groupe internationaliste ouvrier,
section de la Tendance communiste internationaliste
2275 Fullum, #4, Montréal, Qc. H2K 3P3
site: http://www.leftcom.org/fr
Facebook: Groupe internationaliste ouvrier
courriel: ca@leftcom.org